

Au Royaume-Uni, des milliers de condamnés sont libérés par anticipation pour faire de la place dans les prisons

Le Monde, par par Cécile Ducourtieux, le 10 septembre 2024

Victime de sous-investissement chronique, le système carcéral est presque saturé alors que des centaines de personnes sont condamnées à des peines de prison après les émeutes d'août.

Le gouvernement de Keir Starmer multiplie les annonces impopulaires. Après avoir décidé la suppression d'une allocation énergie pour les retraités, qui provoque des remous même dans ses rangs travaillistes, le premier ministre britannique s'est résolu à une mesure extrême. Mardi 10 septembre, 1 700 condamnés ont été libérés des prisons anglaises et galloises (l'Irlande du Nord et l'Ecosse disposent de leur propre système carcéral) avant même d'avoir purgé la moitié de leur peine – dès 40 % de la durée de leur condamnation effectuée. D'ici à fin octobre, jusqu'à 5 500 prisonniers devraient faire l'objet de cette disposition extraordinaire.

Il s'agit, pour le gouvernement britannique, de dégager d'urgence des places dans des établissements pénitentiaires saturés au moment où, à la suite des émeutes de juillet et août dans le pays, des centaines de personnes sont condamnées à des peines de prison ferme. « *Je n'ai pas le choix*, expliquait mardi Shabana Mahmood, la ministre de la justice, [dans le Daily Mirror](#). *Quand je suis devenue ministre [en juillet], on m'a dit que nos prisons pouvaient être saturées à tout moment. Si cela advient, notre système judiciaire sera à l'arrêt. (...) Tout est de la faute du dernier gouvernement tory [conservateur] qui a préféré provoquer une élection anticipée plutôt que faire face au problème.* »

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Selon les derniers en date, publiés par le ministre de la justice vendredi 6 septembre, la population carcérale était à un plus haut historique début septembre, avec 88 521 personnes derrière les barreaux dans les prisons anglaises et galloises (1 159 de plus que début août) et seulement 1 098 places encore libres (1,2 % du total).

La population carcérale a augmenté ces dernières années à cause du nombre croissant de personnes en détention provisoire, les temps d'attente pour les procès n'ayant cessé de s'allonger depuis la pandémie de Covid-19. En mars, 19 % de la population carcérale était en détention provisoire. Les peines de prison sont, quant à elles, de plus en plus longues : plus de 32 200 personnes purgeaient des peines de quatre ans et plus en juin 2023 dans les prisons anglaises et galloises, 36 % de plus qu'en juin 2010.

Le dispositif de libération anticipée n'est pas entièrement nouveau : le gouvernement conservateur de Rishi Sunak a été contraint au même pis-aller, commençant à libérer à l'automne 2023 des prisonniers ayant effectué 50 % de leur peine. Cette mesure n'a pas suffi à désengorger les prisons et les travaillistes ont dû l'étendre en l'amplifiant. Pour rassurer les Britanniques face à une nouvelle décision forcément angoissante, le ministère de la justice a promis qu'aucune personne

condamnée pour un crime violent, sexuel ou lié à des violences domestiques, ne serait libérée par anticipation.

Prisons « infestées par les rats et les cafards »

Mais les associations de victimes s'alarment que des prisonniers ayant purgé une peine pour un crime grave, de nouveau condamnés pour un crime moins grave, soient concernés par la mesure malgré le danger public qu'ils peuvent représenter. « *Cela empêche les victimes de violences domestiques de dormir la nuit* », a confié au *Times* Nicole Jacobs, la commissaire aux abus domestiques, chargée de faire entendre la voix des victimes auprès des autorités britanniques. Ces victimes « *paient le prix de la crise du système carcéral* », a-t-elle fait valoir, car elles sont très vulnérables : leur agresseur a souvent connaissance de leur adresse.

« *Ne rien faire n'était pas une option pour le gouvernement, ces libérations anticipées sont la moins mauvaise des mesures pour stabiliser nos prisons, espérons au moins pour les douze prochains mois. Mais, sans stratégie de long terme pour réduire la population carcérale, nous serons de nouveau dans cette situation dans un an* », affirme au *Monde* Mark Fairhurst, le secrétaire général du POA, le principal syndicat des gardiens et autres professionnels des prisons. Comme les autres services publics, les prisons ont subi des coupes budgétaires sévères depuis 2010 au Royaume-Uni. Depuis qu'en septembre 2023 [un détenu a réussi une spectaculaire évasion de la prison de Wandsworth](#), au sud de Londres, restant en cavale trois jours, caché au cœur de la capitale britannique, les médias nationaux ont multiplié les reportages édifiants sur l'état lamentable des établissements carcéraux.

Bâtiments à peine réhabilités depuis l'époque victorienne, extrême violence, trafics en tout genre, failles de sécurité dues à un manque criant de personnel : le tableau est sombre. « *J'ai été horrifiée, lors de mes visites en prison, de les voir infestées par les rats et les cafards. Elles ressemblent aux maisons de travail de l'ère victorienne [institutions de sinistre réputation où étaient enfermés les plus démunis]. Les éducateurs de prison confrontés à ces environnements rentrent souvent chez eux complètement démoralisés* », témoigne Maxine Looby, du syndicat des enseignants du supérieur UCU.

Le gouvernement travailliste a mis 4 milliards de livres sterling (4,7 milliards d'euros) de côté pour terminer la construction des 20 000 places de prison supplémentaires que les gouvernements conservateurs précédents s'étaient engagés à livrer. Mais cela ne résoudra pas la crise, pour Mark Fairhurst, le secrétaire général du POA : « *Construire de nouvelles prisons n'est pas la solution, elles seront vite remplies et on aura toujours du mal à trouver le personnel requis, car personne ne veut être gardien de prison au Royaume-Uni, c'est trop violent, les salaires sont trop faibles.* »

Son syndicat plaide pour une remise à plat complète du système carcéral. « *Nous incarcérons beaucoup trop de gens, vous pouvez aller en prison parce que vous n'avez pas payé votre amende ou votre redevance télé !* », explique encore Mark Fairhurst, qui voudrait un gouvernement travailliste « *audacieux* », investissant dans la réhabilitation des prisons existantes et donnant enfin des moyens aux services de probation et de réinsertion afin de multiplier les peines alternatives comme les travaux d'intérêt général.

